

Le Président du Conseil Départemental
de la Côte-d'Or

2023/n° 245

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3221-9 ;

- **VU** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.2111-1 et suivants ;

- **VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.112-2, L.214-1 à L.214-7 ;

- **VU** le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants ;

- **VU** l'arrêté n° 2016/189 du 6 septembre 2016 agréant l'Etablissement d'Accueil de Jeunes Enfants de type crèche collective « La Cabane des Lutins » situé 1 impasse Gallo-Romaine à Somberton ;

- **VU** la demande de modification de capacité présentée par le gestionnaire ;

- **VU** l'avis favorable du Médecin Chef du service Protection Maternelle et Infantile ;

SUR proposition de M. le Directeur Général des Services Départementaux.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Un Etablissement d'Accueil de Jeunes Enfants de type crèche collective « La Cabane des Lutins » situé 1 impasse Gallo-Romaine à Somberton est autorisé à fonctionner, à compter du 1^{er} septembre 2023, selon les modalités ci-après définies.

Cet établissement est géré par Mme Maïté BELLAIRE, gérante de la Société A Responsabilité Limitée (SARL) « La Cabane des Lutins » dont le siège social est situé 1 impasse Gallo-Romaine – 21540 SOMBERNON.

ARTICLE 2 – Cet établissement est de catégorie micro-crèche. Il fonctionne selon les modalités suivantes :

- douze places en accueil collectif,
- accueil d'enfants âgés de trois mois à quatre ans,
- ouverture de 7 h à 19 h, du lundi au vendredi.

ARTICLE 3 – Madame Lysiane VIGANONI, éducatrice de jeunes enfants, assure la fonction de référente technique.

ARTICLE 4 – La règle d'encadrement choisie est d'un professionnel pour six enfants.

ARTICLE 5 – Tout projet de modification portant sur un des éléments de cette autorisation est porté sans délai à la connaissance du Président du Conseil Départemental par le gestionnaire.

ARTICLE 6 – L'arrêté du 6 septembre 2016 est abrogé.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet du Département de la Côte-d'Or.

ARTICLE 8 – Conformément à l'article R.2324-20 du Code de Santé Publique, le Président du Conseil Départemental de la Côte-d'Or vous rappelle les exigences résultant du Code de Santé Publique que tout établissement ou service d'accueil non permanent de jeunes enfants se doit de respecter.

Fait à Dijon, le

31 JUIL. 2023

Le Président

Pour le Président et par déléguation
Le Directeur Général des Services Départementaux

Xavier BARROIS